

La déliquescence du régime algérien

Entrevue avec Omar Benderra

Mouloud Idir

Numéro 809, juillet–août 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/93484ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Idir, M. (2020). La déliquescence du régime algérien : entrevue avec Omar Benderra. *Relations*, (809), 36–38.



LA DÉLIQUESCENCE DU RÉGIME ALGÉRIEN

ENTREVUE AVEC OMAR BENDERRA



À l'occasion de la sortie de Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement (La Fabrique, 2020), Relations s'est entretenue avec l'économiste Omar Benderra, qui a codirigé cet ouvrage collectif avec François Gèze, Rafik Lebджаoui et Salima Mellah. Ancien président de la Banque publique algérienne, Omar Benderra a été responsable de la renégociation de la dette extérieure de l'Algérie sous le gouvernement de Mouloud Hamrouche (1989-1991). Consultant indépendant, il est membre de l'association de défense des droits humains Algeria Watch.

L'Algérie connaît un soulèvement populaire de grande ampleur depuis plus d'un an. Ce mouvement a-t-il quelque chose d'inédit par rapport aux mobilisations qu'a connues le pays depuis son indépendance, notamment en ce qui concerne le rôle qu'y jouent les femmes ?

Omar Benderra : Au moment où je vous parle, le *Hirak* (« mouvement ») qui se déployait chaque semaine dans la rue en Algérie depuis le 22 février 2019 est « suspendu » en raison de la pandémie de COVID-19. Fait inédit, ce sont des appels relayés massivement par les médias sociaux qui ont mobilisé la population dans tout le pays. La genèse du mouvement, sa généralisation spontanée et sa persistance avec une intensité soutenue sont sans précédent.

Avant tout, il faut voir là la confirmation de l'épuisement des réserves de patience de la société, qui exprime très majoritairement sa volonté de changer d'ère et de se débarrasser d'un régime illégitime et discrédité. Puis, le *Hirak* confirme l'inefficacité des relais politiques officiels. Les partis autorisés, les assemblées-croupions, se sont révélés des coquilles vides ne servant que de masques à la dictature. Le *Hirak* a déconstruit la fiction institutionnelle qui sert de narratif politique au régime, ce qui n'est pas la moindre des contributions à un processus qui vise une refondation démocratique sur une base représentative. Signe très explicite : lors des manifestations des premières semaines, certains dirigeants de partis ont été chassés des cortèges par les protestataires.

Quant aux femmes dans les mobilisations, elles ont été très actives et nombreuses dès les premiers jours. Les rares comptes rendus de la presse occidentale, qui minimisaient leur participation, ne correspondaient pas à la réalité. Des reportages sur le terrain ont ensuite rectifié le tir, heureusement, reflétant une dynamique qui apparaît au grand jour pour la première fois. Dans le même ordre d'idées, ces manifestations sont très clairement transgénérationnelles et concernent quasiment toutes les catégories sociales. Il s'agit bien de l'ouverture d'une nouvelle période dans l'histoire de la société algérienne.

Enfin, ce qui caractérise ce *Hirak* algérien est son caractère foncièrement pacifique. Les Algériennes et les Algériens qui ont subi des épisodes sanglants de terreur dans le passé ont ainsi confirmé leur refus de la violence.

Le régime algérien achète depuis longtemps la paix sociale. Comment y arrive-t-il et peut-il continuer encore longtemps de le faire dans le contexte du *Hirak* et de la pandémie de COVID-19 ?

O.B. : Nous parlons d'une dictature organisée autour du contrôle de la rente issue de l'exploitation des hydrocarbures, de sa captation et de sa répartition régalienne. Pour se perpétuer au pouvoir, elle instrumentalise une base clientéliste, formée d'élites stipendiées qui servent de vitrine civile au régime militaire. Le régime s'appuie sur un socle social fragile dont la loyauté est achetée par des prébendes et des passe-droits. L'État est la première victime de ce mode de gestion : rien ne fonctionne vraiment, le système de santé, notamment, est délabré dans une économie à bout de souffle, ce qui a de lourdes conséquences sociales.

Cette situation est d'autant plus mal vécue que le pays a généré, entre 2003 et 2019, plus de 900 milliards de dollars US de revenus grâce au pétrole. Très largement gaspillé, cet argent aurait pu servir à mettre en place les fondations d'un système économique viable, créateur de richesses et générateur d'emplois. Mais l'Algérie reste enfermée dans une logique préoccupante. Une fois les réserves de change épuisées, dans un an ou 18 mois tout au plus, selon les estimations des économistes sur place, le pays sera dans l'incapacité de faire face aux besoins d'une économie qui importe l'essentiel de ce qu'elle consomme. D'ores et déjà, la désorganisation de l'appareil administratif, combinée à la médiocrité des personnels politiques de direction, empêchent de faire face de manière cohérente et avec un minimum d'efficacité aux premiers effets de la pandémie de COVID-19.

De ce point de vue, la réponse de l'exécutif est très en deçà de la gravité de la situation. Les déclarations lénifiantes du chef de l'État désigné ne rassurent personne : le peuple algérien est laissé à lui-même face à une menace immi-



Manifestation à Alger, le 1^{er} novembre 2019. Photo: PC/Mohamed Messara

nente. Devant l'incurie du régime, la population s'organise à la base. En témoignent les innombrables initiatives de solidarité citoyenne, la mobilisation de la jeunesse et les actions concrètes de désinfection des artères, de fabrication de moyens de protection, de réhabilitation de structures de santé laissées à l'abandon, de distribution de vivres aux plus fragiles, etc. C'est là, incontestablement, la traduction concrète de l'esprit du *Hirak*. Encore une fois, les Algériennes et les Algériens se prennent en charge courageusement, sans attendre l'assistance d'un État défaillant. Il faut espérer que cette mobilisation et la seule décision des autorités effectivement mise en œuvre, celle de recourir d'emblée à l'unique traitement thérapeutique disponible à mon avis (la chloroquine), permettra de continuer à contenir la pandémie. La situation générale est loin d'être en voie de s'améliorer. D'autant qu'il est clair que le régime ne s'oriente pas vers une ouverture politique, bien au contraire. Il est donc plus que probable que la protestation populaire s'exprime à nouveau dès que le confinement ne sera plus nécessaire.

Vous dites dans vos écrits que le régime algérien se caractérise par la gestion de l'opacité. Comment cela se traduit-il sur le plan économique ?

O.B. : Les conditions de la démission-révocation du président Bouteflika aux premiers jours des manifestations, en avril 2019, ainsi que les purges successives à la tête de l'armée et de la police politique ont confirmé, si besoin était, que la réalité du pouvoir n'est pas dans les institutions. Depuis l'indépendance du pays en 1962, l'Algérie est dirigée *de facto* par un groupe d'officiers au sommet de l'appareil militaro-sécuritaire. Ce groupe restreint – les « décideurs », comme les nommait le défunt président Mohamed Boudiaf, qui sont essentiellement des officiers généraux de l'État-major et des chefs des services de renseignement et de sécurité militaire – se constitue par cooptation et se renouvelle au fil

de ses crises internes. Il représente le centre névralgique du pouvoir ; c'est lui qui désigne le chef de l'État et les principaux responsables civils du pays.

Grâce à des relais au sein du gouvernement et des grands services de l'État (douanes, banques publiques, services fiscaux), ces personnes contrôlent les flux commerciaux du pays, les revenus d'exportation, les importations (produits alimentaires de grande consommation, produits pharmaceutiques, etc.) et les grands marchés publics (travaux d'infrastructures, routes, barrages, etc.). N'apparaissant qu'exceptionnellement en public, elles ne rendent de comptes à personne. Ces réseaux informels ont ainsi permis l'émergence d'affairistes riches, des oligarques qui se sont transformés en groupes d'intérêts. Dans les périodes d'aisance pétrolière, ces groupes cohabitent sans grand mal, mais lorsque la situation financière du pays se détériore, leurs intérêts entrent en collision et les conflits de pouvoir éclatent au grand jour.

La chute de la maison Bouteflika a entraîné celle de nombreux hiérarques militaires jusque-là intouchables, de premiers ministres jusqu'alors inamovibles, en plus de ministres et de puissants hommes d'affaires. Ces derniers ont été arrêtés, jugés et condamnés à de lourdes peines de prison pour corruption. D'autres ont fui à l'étranger. Le peuple n'est pas dupe cependant. Il sait que ces purges n'ont rien d'une opération « mains propres » et qu'il s'agit simplement de règlements de comptes entre groupes d'intérêts concurrents.

Votre livre aborde la dimension généralisée de la mobilisation. En quoi celle-ci est-elle le signe d'une transformation profonde de la société algérienne ?

O.B. : Le mouvement populaire regroupe toutes les générations et pratiquement toutes les catégories sociales d'une société en mutation profonde. Environ 70 % des 44 millions d'Algériennes et d'Algériens sont aujourd'hui des



urbains, ce qui représente une transformation sociologique fondamentale. Même si le poids des traditions est encore perceptible, les rapports entre hommes et femmes changent en raison, notamment, de l'éducation générale mise en œuvre depuis l'indépendance. La majorité des personnes qui fréquentent les établissements d'enseignement supérieur sont des femmes. Les relations intergénérationnelles ont également beaucoup évolué. Ainsi, au fil des semaines, les manifestations étudiantes du mardi ont été rejointes par des personnes retraitées ou travaillant dans divers domaines. C'est une des illustrations du caractère pluriel, diversifié et généralisé du mouvement.

Le *Hirak* est l'expression d'une société en mouvement qui aspire à vivre dans des conditions décentes et dans le respect de la dignité de chacun et chacune. La société mute, sa jeunesse est moderne, en phase avec le monde et ses transformations ; elle lutte pour apparaître au grand jour, faire tomber les bâillons et dynamiser le débat politique nécessaire à une société vivante. En comparaison, le pouvoir militaro-policiier semble bloqué dans une temporalité différente, dans des formes archaïques et une culture d'une autre époque.

La dictature a dépassé ses délais de péremption, les hommes à la tête de l'État-major sont pour la plupart des septuagénaires en complet déphasage avec des générations autrement mieux formées et informées. La question est de savoir non pas *si* mais *quand* et dans quelles conditions ces hommes cèderont le pouvoir au peuple. Les manifestants du *Hirak* ont clamé et réitéré leur pacifisme et leur refus de la violence. Cette volonté d'inscrire la lutte politique dans la paix et le droit est la preuve d'une grande maturité. Le passage d'un désordre autoritaire à un ordre démocratique sans troubles ni dommages à l'ordre public est donc parfaitement possible.

À propos de la répression du mouvement, vous soutenez que sa généralisation est difficile pour le pouvoir algérien. Pourquoi ? Et qu'arrive-t-il aux nombreuses personnes détenues et emprisonnées ?

O.B. : Le pouvoir a été paralysé par le caractère pacifique du *Hirak*. Cette posture unanime, explicitement assumée, a pris de court une organisation habituée à user de la violence face à des émeutiers, d'autant que le soulèvement populaire se déroulait sur l'ensemble du territoire. En outre, au moment du déclenchement du *Hirak*, le régime était en crise interne en raison du cinquième mandat contesté d'Abdelaziz Bouteflika. Une répression de la population aurait provoqué une implosion violente du régime et probablement sa fin. C'est pour ces deux raisons que les groupes d'intérêt qui constituent le régime ont choisi l'option de la répression ciblée. Ils se sont attaqués à ceux qu'ils considéraient comme les meneurs, une erreur d'appréciation qui montre leur désarroi face aux nouvelles dynamiques politiques, car le mouvement n'a pas de leaders. Il y a certes des figures populaires, mais aucun chef ne décide seul ou en comité de son orientation.

En fin de compte, ces arrestations n'ont fait qu'augmenter la détermination du *Hirak* qui a su occuper un autre terrain de lutte, celui des tribunaux. Ces derniers ont été transformés en théâtre d'une mobilisation d'avocats et de militants pour les droits humains exigeant la libération de prisonniers d'opinion. Ces mobilisations débouchent parfois sur de nouvelles arrestations. Les chefs d'inculpation, à l'évidence sans le moindre fondement, sont l'« atteinte à l'unité nationale », l'« affaiblissement du moral des troupes » ou le « port du drapeau amazigh ». Ces personnes deviennent les otages d'une justice totalement inféodée à la police politique, d'une magistrature qui, pour l'essentiel, est *de facto* aux ordres des « décideurs » effectifs.

Il faut néanmoins observer une évolution dangereuse. Ces derniers mois, le régime semble renouer avec les méthodes de la décennie noire des années 1990. De nombreux activistes sont arrêtés la nuit, chez eux, ou enlevés dans la rue. Ces personnes réapparaissent quelques jours plus tard au tribunal avec des marques de torture. Profitant de la pandémie, le régime retourne à ses façons de faire traditionnelles. La différence avec cette sinistre décennie est que ces arrestations arbitraires sont portées à la connaissance de l'opinion publique et dénoncées immédiatement grâce aux médias sociaux.

La répression, l'impunité et la corruption seraient selon vous le ciment du régime. Pourquoi ?

O.B. : J'ai occupé diverses positions de responsabilité au sein du système financier algérien qui peuvent être considérées comme autant de points d'observation pour évaluer le fonctionnement d'une organisation militaro-affairiste qui a largement eu le temps de s'installer dans les institutions et les appareils administratifs du pays. Les chefs de réseaux réunis au sommet de l'armée et des services de sécurité fonctionnent sur le modèle d'une véritable « *cuppola* » mafieuse. Cette « coupole » gère les tableaux d'avancement militaire et les carrières dans la fonction publique en s'assurant que ceux qui bénéficient de promotions soient impliqués dans la répression et la corruption. C'est cette double implication qui crée le pacte de solidarité nécessaire au régime. C'est la garantie la plus sûre de cohésion et d'obédience à la hiérarchie. Cette approche cynique, appliquée depuis des décennies, explique à la fois la médiocrité croissante du personnel et le faible nombre de défections. Dans des périodes où le pouvoir se réorganise, le sacrifice expiatoire de quelques boucs émissaires en fin de parcours ne signifie rien de plus qu'un recentrage du pouvoir. L'impunité, institutionnalisée durant le règne du président Bouteflika, notamment concernant les violences des années 1990, est assurée par l'absence de l'État de droit dans son acception commune. Ce désordre structurel qui installe et banalise l'arbitraire est le principal obstacle au développement du pays et à sa stabilité. La fin, dans les meilleurs délais, de ce pouvoir qui hypothèque l'avenir de l'Algérie et l'instauration d'un régime démocratique, sont une nécessité vitale. ☺

Entrevue réalisée par Mouloud Idir